



RAPPORT D'ACTIVITE 2024 DE LA FEDERATION SERVICES ET PROFESSIONS LIBERALES (SPL)

Mme Esther DEBOULET
Présidente de la fédération

SOMMAIRE

1- Bureau de la fédération

2- Nombre de membres de la fédération en novembre 2024

3- Nouveaux membres

4- Introduction

5- Dossiers de la fédération et principales préoccupations

6- Perspectives pour l'année 2025

1- BUREAU DE LA FEDERATION

Présidente : Mme Esther DEBOULET, IMMO INVEST

Vice-Présidents :

- Me Claude COELHO, CABINET COELHO
- Me Roland BEMBELLY, CABINET GOMES

2- Nombre de membres de la fédération en novembre 2024

La fédération compte actuellement 64 membres, dont plusieurs nouveaux. Elle fait partie des fédérations ayant enregistré le plus grand nombre d'adhésions cette année. Elle est composée des sous-secteurs suivants :

SOUS SECTEUR	EFFECTIF
Expertises Comptables et fiscales	22
Conseils Juridiques & Services Judiciaires	9
Immobilier	4
Intérim et Mise à disposition de personnel	11
Formation	6
Communication et Marketing	2
Autres services aux entreprises	10

3- Nouveaux membres de la fédération de la fédération

Cette année, la fédération a enregistré vingt deux (22) nouveaux membres.

SOCIETE	ACTIVITE
AMTECH EXPERTISES	Expertises environnementales, maintenance conditionnelle, inspection
BEM CONGO BRAZZAVILLE ECOLE CANADIENNE DE MANAGEMENT PREVICONSLT PEN PROCESS DGC	Formation
ABINET SEDLEX & PARTNERS (SLP) TOP TAX INTERNATIONAL	Conseils juridique et fiscal
CCRHS EXPERT MAC	Conseil, Audit et Compatibilité
CREO MANAGEMENT IMANES SERVICES	Immobilier Gestion Immobilière

3- Nouveaux membres de la fédération de la fédération

SOCIETE	ACTIVITE
INTELLIGENCYA SKILLS OUMARCO POWERMAN	Intérim, Mise à disposition
ML EVENT'S	Evènementiel
MW MARKETING SERVICES GGB CONSULTING SOMEDIA	Marketing et conseil en communication
VOX TV	Edition Presse & Évènementiel

4- Introduction

La Fédération des Services et Professions Libérales regroupe des entreprises de secteurs différents.

Néanmoins, cette année, nous avons su nous unir autour de sujets qui nous concernent tous :

- **Code du travail** : relecture, enrichissements, précisions apportés sur le projet en cours. Les travaux seront présentés avant la fin de l'année au Ministre du Travail
- **Grille Salariale du Code du Commerce** : participation à la réflexion sur la réévaluation des minima conventionnels
- **Formation professionnelle et certification**: participation aux travaux du GT6 de l'Alliance du Patronat des Pays Francophones
- **Université de Louango** : Désignation de membres des secteurs différents au Comité de pilotage du suivi de travaux et de formation.

5- Dossiers de la fédération et principales préoccupations

• 5.1- Expertises Comptables et fiscales

La majorité des entreprises de ce sous-secteur a enregistré en 2024 une croissance moyenne de 15 %, malgré une forte concurrence. Cette croissance s'explique probablement par une légère augmentation des sollicitations, mais surtout une rationalisation des coûts.

Cependant, les tendances en matière de recrutement demeurent faibles. Le secteur n'a pas significativement augmenté ses effectifs.

Outre cette croissance, le secteur fait face à plusieurs défis, parmi lesquels :

- ✓ la dette publique ;
- ✓ l'essor de l'intelligence artificielle ;
- ✓ les compétences croisées entre les experts-comptables et les experts fiscaux.

Quant aux perspectives, elles sont encourageantes. La plupart des entreprises anticipent une augmentation de leurs parts de marché en 2025, du fait d'une expansion tournée vers l'international.

5- Dossiers de la fédération et principales préoccupations

5.2- Conseils Juridiques & Services Judiciaires

Comme la sous fédération Expertises Comptables et fiscales, ce sous secteur connaît aussi une croissance moyenne, induit par une croissance des sollicitations juridiques. Sur le volet judiciaire, le Congo reste une juridiction litigieuse, notamment en ce qui concerne le droit du travail.

Les défis restent les mêmes que celles des années précédentes, notamment :

- ✓ La lenteur et inefficacité du système judiciaire : Les procédures judiciaires sont souvent longues, ce qui entraîne un retard considérable dans les résolutions des affaires mais aussi des jugements rendus. On a du mal appliqué le droit sur certaines décisions.
- ✓ Manque de formation et de spécialisation des acteurs judiciaires : Les avocats, juges et autres professionnels du secteur juridique ne bénéficient pas toujours d'une formation continue, ce qui peut limiter leur efficacité, notamment face aux évolutions du droit international et de la législation nationale.

Néanmoins, les perspectives restent bonnes pour l'année 2025

5- Dossiers de la fédération et principales préoccupations

• 5.3- Sous secteur Immobilier

Ce secteur s'est adapté à la conjoncture mouvante, dans un environnement professionnel non organisé, non fédéré, où formel et informel sont liés par le mariage traditionnel :

Le Chiffre d'affaires est en hausse avec un taux de croissance de 20% en moyenne et une rentabilité de 30% , essentiellement basé sur la gestion locative pour le compte de tiers.

Les défis pour pérenniser ce développement et crédibiliser ce secteur restent les suivants :

- ✓ **former** : L'absence de formation dans les métiers immobiliers oblige les managers à assurer cette formation et donc investir dans le capital humain avant sa rentabilité.
- ✓ **Informer** : se fédérer pour apporter conseils sur les droits et obligations des parties, afin de redonner confiance dans ce marché.
- ✓ **Créer un référentiel** ou de base commune de données relative aux prix actuels des transactions . L'absence de statistique reste un frein à l'efficacité du professionnel et au financement de l'immobilier.
- ✓ **Investir dans la digitalisation** : visites virtuelles, signatures en ligne.
- ✓ **Actualiser les textes légaux** dans le cadre de la transmission, du droit à la propriété, de la copropriété, des obligations et droits des professionnels de l'immobilier et les rendre applicables par tous les acteurs (*notaires, avocats, professionnels, clients*)

5- Dossiers de la fédération et principales préoccupations

• 5.4- Sous secteur Intérim et Mise à disposition de personnel

Cette année, ce sous-secteur connaît un chiffre d'affaire stable, avec néanmoins un taux de croissance et une profitabilité positive.

Le marché est de plus en plus compétitif et fait face aux défis suivants :

- ✓ **Confusion en matière de ressources humaines** entre le personnel et les intérimaires, par l'administration, notamment en matière de gestion des contrats,
- ✓ **Secteur Concurrentiel très fort** avec un taux de pénétration rendu difficile par:
 - les entreprises «multis métiers» ne respectant souvent pas les obligations en matière de charges sociales et fiscales du salariat
 - la politique de baisse des tarifs pour prendre les marchés,
 - et la fidélité des clients auprès des sociétés déjà liées par des contrats «durables».
- ✓ **Augmentation du coût de recrutement et de gestion** des intérimaires.
- ✓ **Poursuite des tracasseries administratives ou assimilés** (certificats médicaux, ACPE, marine Marchande, enregistrement des contrats etc.).

5- Dossiers de la fédération et principales préoccupations

• 5.5- Sous secteur formation

Le bilan dans ce sous-secteur est assez mitigé.

Bien que la profitabilité moyenne reste positive, il enregistre une baisse des inscriptions aux formations .

Des investissements dans l'innovation et la digitalisation (*cours en ligne, gestion pédagogique*) ont été réalisés par certains pour s'adapter à l'évolution des comportements des «clients» (*baisse du pouvoir d'achat, préférence pour les cours à l'étranger pour la cible supérieure, intérêt pour le profil des formateur, l'employabilité post-formation*)

Les défis sont considérables, et concernent l'ensemble des secteurs d'activités et donc toutes les fédérations. Plusieurs réflexions sont en cours:

- ✓ Etablissement d'une cartographie des compétences recherchées par les entreprises pour ajuster les cursus de formation aux besoins du marché et adapter l'offre de formation sur les débouchés professionnels; qu'il s'agisse de la formation continue, professionnelle, courte ou de longue durée.
- ✓ Le cadre légal actuel offre peu de mesures incitatives encourageant les entreprises à investir dans les programmes d'alternance et d'apprentissage. Le secteur envisage de travailler sur une proposition en ce sens à soumettre au Gouvernement.

5- Dossiers de la fédération et principales préoccupations

- **5.6- Sous secteur Communication, Média et Marketing**

Ce secteur enregistre une baisse de chiffre d'affaires et un taux de croissance négatif et ce malgré des investissements dans les campagnes de marketing, la technologie et des initiatives de digitalisation.

dans le domaine Média, les attentes des clients tendent vers une exigence d'amélioration de la qualité et , en matière de transparence, plus d'objectivité dans le traitement des informations.

6- Perspectives pour l'année 2025

Pour la plupart des entreprises de la fédération, l'année 2025 s'annonce prometteuse malgré la crise économique actuelle. Tous sont conscients que les règles du marché sont en cours de changement et qu'il convient de s'y adapter.

Toutes s'accordent pour conditionner cette réussite par :

- **La formation de leurs compétences-clé**
- **la digitalisation de certains de leurs outils**
- **l'investissement dans les campagnes de marketing ciblées**
- **des partenariats stratégiques, lobbying, notamment entre membres de l'Union**
- **des Campagnes de sensibilisation**
- **des informations juridiques pour rester en conformité avec lois et réglementations.**

Merci de votre attention !

